

**Veille de l'Observatoire
numéro 27 (décembre 2006)**

La veille de l'*Observatoire international sur le racisme et les discriminations* porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

La veille est aussi disponible sur notre site Internet:

<http://www.criec.ugam.ca/observatoire/veille.htm>

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec criec@ugam.ca

DANS CE NUMÉRO:

1. Fiches de renseignements sur les questions liées aux réfugiés
2. Rapport sur les crimes haineux en Ontario
3. Abrogation de l'article 67 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*
4. Actes du colloque *Diversité de foi, Égalité de droits*
5. Divers rapports sur le racisme en Europe
6. Les femmes d'origine arabe ne peuvent réaliser leur plein potentiel
7. Rapport sur les crimes racistes et religieux en Grande-Bretagne
8. Doits des migrants : orientations et pratiques à adopter par les gouvernements
9. Intégration des migrants en Grande-Bretagne : des approches qui ont du succès

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Fiches de renseignements sur les questions liées aux réfugiés

Citoyenneté et Immigration Canada a mis en ligne des fiches de renseignements (<http://www.cic.gc.ca/francais/politiques/reponses.html>) afin de répondre aux préoccupations exprimées par des intervenants travaillant avec des réfugiés à l'égard de cinq secteurs clés du programme pour les réfugiés du Canada: l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis, la Section d'appel des réfugiés, le programme de parrainage privé de réfugiés, le regroupement familial et les personnes bénéficiant d'une suspension temporaire des mesures de renvoi.

Avant le dévoilement des fiches, le **Conseil canadien pour les réfugiés** avait vivement critiqué l'Entente sur les tiers pays sûrs dans une soumission présentée au **Conseil fédéral des ministres**. *Less Safe Than Ever : Challenging the Designation of the US as a Safe Third Country for Refugees* (<http://www.ccrweb.ca/Lesssafe.pdf>) explique en quoi les États-Unis ne peuvent être considérés comme un pays sûr pour les réfugiés. Selon l'organisme, le droit d'asile aux États-Unis connaît des problèmes systémiques et de fond, dont des dates limites inappropriées pour déposer une demande, des exigences arbitraires et excessives de corroboration et un manque de représentation juridique.

2. Rapport sur les crimes haineux en Ontario

Le **Gouvernement de l'Ontario** a rendu public le rapport final du **Groupe de travail communautaire pour la lutte contre le crime haineux**

(http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/about/pubs/hatecrimes/HCCWG_fullFR.pdf).

Le mandat de ce groupe consistait «à conseiller au gouvernement une stratégie globale en vue d'éliminer la victimisation, individuelle ou communautaire, et les problèmes connexes découlant de la perpétration de crimes haineux». *Stratégies, recommandations et priorités d'intervention* présente un plan directeur afin de prévenir les crimes haineux. Le rapport identifie différents domaines thématiques pour lesquels il propose des recommandations: la terminologie, les Peuples autochtones, le système juridique, l'enseignement et la formation, les services aux victimes et la sensibilisation. Il conclut que compte tenu de la montée du taux de crimes haineux et d'incidents motivés par la haine le gouvernement de l'Ontario doit accorder une priorité absolue à la haine et aux besoins des victimes.

La Fédération canado-arabe

(<http://www.caf.ca/Admin.aspx?AppModule=TxAppFramework.Web.Admin&Command=EMBEDDEDFILE&DataObjectID=701&ColumnID=3581&FieldName=CONTENT&Lang=EN&RecordID=1047>) a félicité le gouvernement ontarien pour son rapport et pour sa décision d'investir dans la lutte contre les crimes haineux. Cependant, l'organisme a tenu à rappeler que les Canado-Arabs et les communautés musulmanes font toujours partie des groupes les plus marginalisés de l'Ontario et du Canada et qu'on devrait leur porter une attention particulière.

3. Abrogation de l'article 67 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada

(<http://www.aborinews.com/contenu/bulletin/bulletin.asp?cat=DossiersFr&id=1050>) a annoncé la mise en place d'un projet de loi visant à abroger l'article 67 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* qui stipule que « la présente loi est sans effet sur la Loi sur les Indiens et sur les dispositions prises en vertu de cette loi ». Selon le gouvernement, l'article 67 « aurait des incidences disproportionnées sur les Autochtones, plus particulièrement ceux et celles qui habitent ou qui travaillent dans une réserve », notamment parce qu'ils ne peuvent pas déposer de plaintes auprès de la Commission des droits de la personne.

L'Assemblée des Premières Nations et **l'Association des femmes autochtones du Canada** (<http://www.afn.ca/article.asp?id=3220>) ont réagi à l'annonce du gouvernement d'abroger l'article 67. Les deux organisations affirment appuyer les droits de la personne et plaider en leur faveur, mais demandent que des consultations soient d'abord organisées avant que l'abrogation ait lieu. Elles critiquent aussi le fait que la démarche du ministère prévoit une période de transition et de mise en œuvre de six mois, un délai beaucoup trop court à leurs yeux, contraire à la recommandation de la Commission canadienne des droits de la personne laquelle demande une période de transition de 18 à 30 mois «afin de régler les problèmes de compétence».

À QUÉBEC...

4. Actes du colloque *Diversité de foi, Égalité de droits*

Le Conseil du statut de la femme a publié les actes du colloque *Diversité de foi, Égalité de droits* (<http://www.csf.gouv.qc.ca/telechargement/publications/InfoActesDiversiteFoiReligion.pdf>) qui s'est tenu en mars 2006. Les textes présentés abordent une grande variété de sujets, dont les accommodements raisonnables et les droits des femmes, la citoyenneté des femmes issues des minorités religieuses, la protection des droits des femmes et la justice religieuse. On retrouve aussi en introduction un portrait de la diversité religieuse au Québec et de son évolution.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

5. Divers rapports sur le racisme en Europe

L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes a mis en ligne divers rapports faisant état du racisme, de l'islamophobie et de l'antisémitisme en Europe. Tout d'abord, le rapport annuel de l'institution (<http://eumc.europa.eu/eumc/material/pub/ar06/AR06-P2-FR.pdf>) recueille les informations et les développements survenus au cours de l'année relativement aux manifestations racistes, xénophobes, antisémites et anti-musulmanes dans les États membres de l'Union européenne. Cinq domaines thématiques sont abordés dans le rapport : la législation, l'emploi, le logement, l'éducation, ainsi que la violence et les crimes racistes.

Le second rapport, *Les musulmans au sein de l'Union européenne : discrimination et islamophobie* (http://eumc.europa.eu/eumc/material/pub/muslim/Manifestations_FR.pdf), met en relation «les données et informations sur les manifestations de l'islamophobie en fournissant une

vue d'ensemble de la situation démographique des musulmans dans l'Union européenne, le statut juridique de l'Islam et le travail des organisations musulmanes». En second lieu, le rapport donne un aperçu des manifestations d'islamophobie pour chacun des pays membre de l'Union européenne. La dernière partie du rapport présente les initiatives prises par les gouvernements et la société civile visant particulièrement les communautés musulmanes et concernant l'intégration et la lutte contre l'islamophobie.

L'Observatoire a aussi mis en ligne *Antisemitism* (http://eumc.europa.eu/eumc/material/pub/AS/Antisemitism_Overview_December_2006_en.pdf)

Ce rapport fait état des manifestations antisémites dans l'Union européenne pour la période de 2001 à 2005 et soutient que, de manière générale, l'antisémitisme a augmenté depuis 2001. Avec ce rapport, l'Observatoire espère susciter un intérêt suffisant afin que des mesures pour contrer l'antisémitisme soient prises par les États membres et les communautés.

Finalement, l'institution a mis en ligne le compte rendu de *Racisme, xénophobie et médias : vers le respect et la compréhension de toutes les religions et les cultures*, un séminaire de l'Union européenne qui s'est déroulé en mai 2006

(http://eumc.europa.eu/eumc/material/pub/general/euromed_conference_report_220506_fr.pdf).

Les thèmes examinés pendant la conférence sont: l'amélioration des normes en matière de reportage et le renforcement de la responsabilité des journalistes, les politiques de régulation de l'UE, l'impact du reportage sur les minorités ethniques et religieuses, la création de stéréotypes négatifs, les pratiques d'embauche dans le secteur des médias et l'équilibre entre liberté d'expression et protection contre le discours haineux.

6. Les femmes d'origine arabe ne peuvent réaliser leur plein potentiel

Selon un récent rapport du **Programme des Nations Unies pour le développement** intitulé *Arab Human Development Report 2005 : Toward the Rise of Women in the Arab World*, les femmes arabes ne réaliseraient pas leur plein potentiel en raison des obstacles et barrières systémiques qui se dressent devant elles. Le rapport examine la situation des femmes dans les pays arabes, analyse la volonté de ces pays à faire une place aux femmes et propose des solutions pour en arriver à une égalité entre les genres (<http://content.undp.org/go/newsroom/december-2006/ahdr-launch-20061206.en>).

AILLEURS DANS LE MONDE...

7. Rapport sur les crimes racistes et religieux en Grande-Bretagne

Le **Crown Prosecution Service**, un département du gouvernement britannique, a mis en ligne son rapport annuel *Racist and Religious Incident Monitoring*

(<http://www.cps.gov.uk/publications/docs/rims05-06.pdf>). Le rapport fait état des crimes à caractère raciste et religieux en Grande-Bretagne pour la période 2005-2006 et donne des statistiques sur l'issue des cas qui ont été traduits en justice. Par exemple, selon le rapport, il y aurait eu 43 crimes à caractère religieux au cours de l'année précédente, une augmentation de près de 27% par rapport à l'année 2004-2005.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES...

8. Doits des migrants : orientations et pratiques à adopter par les gouvernements

Amnistie internationale a rendu public le rapport *Living in the Shadows : A Primer on the Human Rights of Migrants*

(http://www.amnesty.ca/amnestynews/upload/Living_In_The_Shadows.pdf) qui présente une vue générale de la situation des droits humains des populations migrantes. Le rapport vise à orienter les pratiques que les gouvernements devraient adopter pour protéger les droits fondamentaux des migrants. Selon l'organisme, les migrants font de plus en plus l'objet de discrimination, de racisme et de xénophobie. En raison de leur situation précaire, les migrants sont particulièrement vulnérables et ont souvent peur de porter plainte pour les atteintes aux droits humains dont ils sont victimes, d'où l'importance de sensibiliser les gouvernements.

INTERNATIONALES...

9. Intégration des migrants en Grande-Bretagne : des approches qui ont du succès

Le **Center on Migration Policy and Institute** (Université Oxford) a rendu public un rapport intitulé *Refugees and Other New Migrants : a Review of the Evidence on Successful Approaches to Integration*

(http://www.compas.ox.ac.uk/publications/papers/Refugees_new%20migrants-Dec06.pdf) qui a pour objectif de présenter les enjeux relatifs à l'intégration des réfugiés et des migrants afin de développer des stratégies d'intervention et des politiques publiques appropriées. Le rapport propose une revue de littérature d'expériences sur le terrain ayant obtenu des résultats favorables selon une évaluation des critères suivants: les relations avec les communautés, le logement, l'emploi, la santé et l'éducation. Parmi les conclusions du rapport, on note que l'intégration des nouveaux arrivants n'est pas homogène et que de nombreux facteurs influencent le processus, notamment la connaissance de la langue anglaise, la reconnaissance des qualifications professionnelles et les attitudes négatives de la population à leur endroit.

Cette veille a été compilée par Kim O'Bomsawin (assistante de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration d'Ann-Marie Field (agente de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) et de Jean-Claude Icart (Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Elle est réalisée avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer au CRIEC:

criec@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318